

UNE CRISE STRUCTURELLE AU BRÉSIL NOTE POUR UN DÉBAT



PIERRE SALAMA *

Dans les années 1980, l'Amérique latine est rattrapée puis dépassée par les dragons asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour)¹. Cependant, dans les années 1990-2000, l'Amérique latine renoue avec une croissance modérée et le revenu par habitant des principaux pays (Argentine,

* LATINO-AMÉRICANISTE, DOCTEUR HONORIS CAUSA DE L'UNIVERSITÉ DE GUADALAJARA, DES UNIVERSITÉS AUTONOMES DE MEXICO (UAM), PRIMÉ PAR LA CHAIRE JULIO CORTÁZAR, PROFESSEUR ÉMÉRITE, CO-DIRECTEUR DU SÉMINAIRE BRICS À LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME DE PARIS.

¹ Cet article a été écrit fin mai 2016 avant que ne soient décidées les premières mesures d'*impeachment* (éloignement provisoire du pouvoir) contre la présidente élue Dilma Rousseff, mesures qualifiées par celle-ci de « coup d'État légal ». Il lui a été reproché d'avoir procédé à des maquillages de comptes publics, des dépenses publiques ont été, grâce à un jeu comptable, inscrites dans le budget de l'année suivante, ces mesures permettant de gommer l'ampleur des déficits publics. Depuis, il a été reconnu par le Tribunal suprême qu'elle n'était pas responsable de ces maquillages. Tout apparemment est légal sauf qu'il s'agit d'un détournement de la loi, de nouvelles alliances permettant la mise à l'écart de la présidente. Il faut rappeler qu'au Brésil il existe plus de trente partis représentés et qu'il est impossible pour un parti, en l'occurrence ici le Parti des travailleurs, de gouverner seul. Depuis des années, celui-ci gouvernait avec le PMDB et d'autres petits partis. L'alliance entre le PT et le PMDB a été rompue. Le PMDB s'est allié ensuite au PSDB, parti d'opposition battu aux élections présidentielles, et une nouvelle majorité s'est dessinée. C'est ce qui a permis que soit votée la première mesure d'*impeachment*, la décision finale devant être prise fin août 2016. Entre-temps elle est remplacée par le vice-président Temer du PMDB, devenu président par intérim. Ce dernier s'est appuyé sur le parti battu aux élections présidentielles (PSDB) et a mis en place un gouvernement totalement différent, composé dans sa première version uniquement d'hommes blancs [...] et qui depuis a connu des bouleversements importants, quatre ministres ont été destitués pour faits de corruption grave. Le président de la Chambre a été également destitué pour la même raison. Il est à noter que c'est lui qui a déclenché la procédure d'*impeachment*, très probablement en raison du refus de Dilma Rousseff de bloquer les enquêtes sur la corruption, notamment celles dirigées contre lui. Nous reviendrons en fin d'article sur les premières mesures prises par le nouveau gouvernement.

Brésil, Mexique, Colombie...) s'établit en 2012 à un peu plus du quart du revenu par tête des États-Unis, alors que ceux de la Corée du Sud et de Taïwan se situent autour de 70 % pour le premier et 80 % pour le second de celui des États-Unis. Malgré cette croissance plus élevée, l'Amérique latine se marginalise. Même constat si on compare l'Amérique latine avec la Chine. Le revenu par tête de la Chine (14 135 dollars PPA en 2014) est très proche de celui du Brésil dès 2014 (15 500 dollars PPA en 2014) et le dépasse en 2015, alors qu'ils s'élevait à 309,2 dollars pour le premier contre 4 825,60 dollars pour le second en 1980.

Au vu de ces données, on peut donc déduire que la croissance est tout compte fait relativement modeste en Amérique latine et au Brésil, pays le plus puissant et le plus peuplé de la région. Et qu'aujourd'hui nombre de pays asiatiques ont un revenu par tête plus élevé que dans les pays émergents latino-américains. Pourtant, dès l'arrivée du président Lula da Silva au pouvoir, la croissance s'accélère, la pauvreté baisse drastiquement *mais* contrairement à ce qui se dit officiellement, les riches deviennent plus riches et la part des 1 % dans le revenu des plus riches s'accroît comme dans l'ensemble des pays avancés, le Brésil ne faisant pas exception sauf dans sa capacité à diminuer la pauvreté. Nombre d'économistes s'interrogent alors sur la possibilité que le Brésil devienne un nouvel eldorado. Le mythe s'effondre dès 2011 et les rêves s'envolent, le miracle devient mirage, voire cauchemar dès 2014, la monnaie brésilienne, le réal, connaît une très forte dépréciation.

Selon l'IBGE, le taux de croissance du PIB brésilien baisse dès 2011 : 3,9 % en 2011, 1,9 % en 2012, 3 % en 2013, 0,1 % en 2014. La croissance fléchit avant même que ne s'effondrent le prix des matières premières. En 2015, les prévisions sont continuellement revues à la baisse et l'année se termine avec une chute du PIB de -3,8 % et le PIB par tête s'effondre : -4,6 %. La consommation des ménages baisse de 3,9 %, le taux d'investissement tombe en chute libre : -14,6 %, annonçant ainsi la poursuite de la crise pour 2016, voire 2017 ; la production baisse fortement : -6,8 %, et seuls, le secteur agricole croît légèrement : 1,8 % et les exportations croissent entre février 2015 et février 2016 de 4,6 %. Malgré la chute du cours des matières premières, la contrainte externe s'atténue. Ce qui n'est pas le cas, loin de là, de la contrainte interne (solde budgétaire), comme nous le verrons plus loin.

Une contrainte externe moins élevée

La très forte dépréciation du real par rapport au dollar, entre 40 % et 50 %, rend les importations de plus en plus coûteuses. Celles-ci baissent fortement (-13,9 % en 2015) sous l'effet conjugué de la dépréciation de la monnaie et de la baisse de la production et de la consommation des Brésiliens. Dans un premier temps, la balance commerciale dégage un solde de plus en plus positif grâce à une baisse plus élevée des importations que des exportations, dans un second temps, la baisse des importations se poursuit, mais les exportations de produits manufacturés sont dopées par la dépréciation de la monnaie – malgré un contexte global de ralentissement du commerce mondial – et le solde de la balance commerciale devient davantage positif malgré la baisse des exportations de matières premières: -0,5 % (données de Secex/Mdic). Ce n'est qu'à partir du premier trimestre 2016 que les exportations de produits manufacturés connaissent un essor de plus en plus important. Le prix des matières premières connaît depuis avril une légère hausse. Ces deux facteurs permettent à la fois une hausse de l'excédent commercial et... une nouvelle appréciation de la monnaie nationale qui pourrait, si elle se poursuit, rendre plus difficile la poursuite de la reprise des exportations de produits manufacturés et bloquer les frémissements de reprise de la croissance qu'on observe depuis juin 2016.

Parallèlement, les sorties de capitaux au titre du paiement des dividendes ralentissent, non seulement parce que les dividendes versés sont plus faibles mais aussi parce que les expatrier avec un taux de change qui se déprécie est moins avantageux que de les conserver pour partie au Brésil en attendant des « jours meilleurs » en termes de taux de change; il en est même pour le tourisme, le taux de change rendant plus coûteux des voyages à l'étranger. Il en résulte que le solde de la balance des comptes courants est moins négatif que par le passé et les besoins de financement, jusque-là comblés par les entrées de capitaux au titre surtout des investissements étrangers directs et des investissements en portefeuille, moins forts. La contrainte externe est moins élevée.

L'ampleur de la crise est telle qu'aujourd'hui quasiment toutes les couches sociales sont affectées. Les acquis sociaux des années 2000 sont rognés et menacés de disparaître en grande partie. Dans ce contexte où crise se conjugue avec reprise inflationniste, le chômage s'accroît, les salaires baissent, *la pauvreté s'accroît de nouveau* et ce, d'autant plus que la hausse du prix des produits de première nécessité est plus élevée que celle de l'indice général des prix.

La crise économique est également une crise politique pour trois raisons. La première vient du mensonge originel de la

campagne électorale. Déniant la crise qui pointait, Dilma Rousseff a construit sa campagne électorale sur une dénonciation virulente du néolibéralisme de son adversaire pour appliquer au lendemain de sa victoire la politique de son adversaire... sans même une parenthèse où elle aurait pu décider quelques mesures correspondant à ses promesses. La seconde est la force de la crise et de ses conséquences sociales. La troisième est la corruption révélée avec force par le scandale de la Pétrobras (dit du *lava jato*), les poursuites engagées contre plusieurs hauts responsables du Parti des travailleurs, les menaces d'un *impeachment* engagé contre la présidente de manière pour le moins politicienne de la part de l'opposition. La crédibilité politique, et derrière la légitimité de la présidente nouvellement réélue chute immédiatement et se situe à un niveau extrêmement faible. Cette crise politique provoque un déchirement à l'intérieur du PT, des difficultés croissantes de maintenir la coalition pour pouvoir gouverner, des majorités introuvables dans les chambres qui rendent peu cohérentes les décisions prises, quelle que soit leur orientation parfois. À un déficit de légitimité s'ajoute ainsi un déficit de rationalité. Au final, les mesures libérales décidées perdent de leur cohérence, aggravant une crise qu'elles engendrent.

Au Brésil, la crise est à la fois économique et politique, l'une entretenant l'autre, et vice et versa. Il s'agit d'une crise structurelle pouvant dégénérer en crise institutionnelle.

Diagnostic, les occasions manquées

Le « vent arrière » qui a poussé en avant l'économie brésilienne dans les années 2000 a favorisé : 1. la désindustrialisation ; 2. une insertion dans la division internationale du travail portant sur des produits à intensité technologique de plus en plus faible (à l'exception de quelques secteurs comme l'aéronautique) ; 3. un déficit de la balance commerciale de produits industriels depuis 2008 qui s'est transformé rapidement en gouffre que parvenait de moins en moins à combler l'excédent provenant de la vente de matières premières ; 4. enfin un déphasage dans l'industrie entre la demande et l'offre de main-d'œuvre, les demandes de travail qualifié des entreprises baissant relativement alors même que les offres de travail qualifié augmentaient grâce aux efforts faits en matière d'éducation (allongement du nombre d'années scolaires).

UNE CRISE STRUCTURELLE AU BRÉSIL

Tableau 1 : Un resserrement des revenus selon le nombre d'années passées à l'école

	1997	2002	2004	2009
(4 à 7)/(0 à 3)	1.46	1.47	1.46	1.31
(8 à 11)/(4 à 7)	1.64	1.50	1.43	1.38
(12 et plus)/(8 à 11)	1.73	1.85	1.74	1.54
(15 et plus)/(12 à 14)	1.89	2.07	2.21	2.28

Source: Sonia Rocha à partir des données de l'IBGE et de la PNAD, * homme urbains occupés au moins 20 heures par semaine.

De cet effet de ciseaux, en période de plein emploi, il en a résulté un resserrement des inégalités salariales selon le nombre d'années suivies à l'école (tableau 1), les jeunes qualifiés à la recherche d'un emploi ne trouvant pas un travail à la hauteur de leur qualification (déclassement et désaffiliation), de nature à provoquer un profond sentiment de ressentiment, resserrement accentué par la hausse très importante du salaire minimum qui a favorisé surtout les salariés non qualifiés ou peu qualifiés (tableau 2).

Tableau 2 : Taux de croissance du salaire minimum en termes réels 2000-2014

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
5.5	8.9	-3.2	8.7	2.1	9.8	13.5	3.2
2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
2.6	7.6	3	0.7	7.5	3	1	1

Source IBGE, Ministerio do planejamento. NB: selon la loi, le salaire minimum est indexé au taux d'inflation de l'année écoulée et au taux de croissance du PIB des deux dernières années.

La hausse soutenue du salaire minimum, la baisse du chômage dans la première décennie du XXI^e siècle ont participé fortement à la baisse de la pauvreté, ce qui d'un point de vue politique est à mettre à l'actif des gouvernements Lula 1 et 2 et Dilma 1, mais en l'absence d'une politique structurelle visant à stopper la désindustrialisation, se sont traduites par une forte augmentation des importations. Le *wage led*, au lieu de stimuler le marché interne, a ainsi conduit à un déficit de plus en plus important de la balance commerciale des produits de l'industrie de transformation dès 2008 et à des difficultés croissantes d'exporter des produits industriels plus ou moins sophistiqués (tableau 3), ainsi que le souligne l'ensemble des publications de l'IEDI.

Tableau 3 : Industrie de transformation, exportations nettes selon l'intensité technologique et solde de la balance commerciale de cette industrie en millions de dollars, 1^{er} trimestre de 1999 - 1^{er} trimestre de 2016

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Solde balance commerciale	2 683	4 086	6 966	6 359	5 495	-204	-2 668	-7 137
Haute technologie	-1 232	-1 672	-1 601	-2 608	-3 293	-4 550	-3 067	-6 159
Moyenne-haute technologie	-1 326	-1 933	-253	-86	-1 365	-4 843	-5 754	-7 491
Moyenne-basse technologie	1 163	1 522	2 544	2 612	2 515	893	563	-1 182
Basse technologie	4 082	5 269	6 177	6 436	7 648	8 296	6 400	7 695

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Solde balance commerciale	-1 0013	-13 290	-16 338	-18 878	-14 671	-2 006
Moyenne-haute technologie	-1 0991	-12 079	-14 736	-13 863	-12 306	-6 407
Moyenne-basse technologie	-710	-1 283	-2 930	-4 224	-2 560	271
Basse technologie	8 491	7 637	8 525	7 603	7 139	8 579

Source : élaboration de l'IEDI (Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial) à partir de la classification de l'OCDE, carta IEDI n° 727, avril 2016, nous avons omis de mettre la ligne « autres ».

UNE CRISE STRUCTURELLE AU BRÉSIL

Le coût unitaire du travail² augmente considérablement traduisant une baisse prononcée de la compétitivité. Pour une base 100 en 2004, l'indice des prix des importations de biens de consommation non durables est de 150 en 2014, à la veille de la crise et de la forte dépréciation du real, celui des biens de consommation durables est de 113, des biens intermédiaires de 120, des biens d'équipement de 100 à la même date. Toujours pour une base 100 en 2004, l'indice du coût unitaire du travail dans l'industrie de transformation dépasse largement ceux des biens importés pour se situer à 221 (source FUNCEX, BACEN, élaboration CEMEC). Le coût unitaire du travail s'élève considérablement alors que le prix des biens importés, effet du taux de change apprécié, s'élève beaucoup moins, surtout pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires, ce qui explique l'ampleur des déficits pour les biens sophistiqués. Ces évolutions s'expliquent donc par la hausse prononcée des salaires réels (tableau 4), l'accroissement très faible de la productivité du travail sur la période (tableau 5) et une appréciation élevée de la monnaie nationale (tableau 6).

131

Tableau 4 : Taux de croissance du salaire minimum en termes réels 2000-2014

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
5,5	8,9	-3,2	8,7	2,1	9,8	13,5	3,2
2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
2,6	7,6	3	0,7	7,5	3	1	1

Source: IBGE, Ministerio do planejamento. NB: selon la loi, le salaire minimum est indexé au taux d'inflation de l'année écoulée et au taux de croissance du PIB des deux dernières années.

² Le coût unitaire du travail est un premier indicateur de la compétitivité. Trois variables le définissent : le salaire réel, la productivité et le taux de change. Il s'agit d'un indicateur utile mais qui peut prêter à confusion. En effet les variables considérées sont des moyennes. Deux remarques : la première est que la dispersion autour de la moyenne est particulièrement élevée dans les pays émergents, et plus particulièrement au Brésil, bien davantage que dans les pays avancés. Ainsi un niveau faible de productivité et une croissance de celle-ci également faible peuvent masquer que de grandes entreprises puissent avoir des niveaux de productivité voisins de ceux rencontrés dans les pays avancés, la moyenne étant tirée vers le bas par l'existence de nombre d'entreprises très petites, mobilisant des emplois informels à très faible productivité. La seconde remarque concerne l'aspect trop global, macro, alors qu'il est plus intéressant de suivre les coûts unitaires du travail dans les entreprises, les branches soumises à la contrainte internationale.

Tableau 5 : Productivité et salaires réels dans l'industrie de transformation en monnaie nationale, base 100 = 2004

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Productivité	100	102	103.5	107.5	107.5	105.5
Salaire	100	102.5	102.5	106	110	115

	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
Productivité	115	115	112.5	117	117	116
Salaire	118,5	122,5	128,5	132	134	133

Source : CEMEC (Centro de Estudos de Mercado e de Capitais), note 08/2015, *janvier- août 2015 : < <http://ibmec.org.br/instituto/wp-content/uploads/loads/2014/10/31082015-NOTA-CEMEC-06-FINAL.pdf> >.

Tableau 6 : Taux de change réel effectif du Brésil de 2000 à 2014, veille de la crise (base 100 en 2000)

Septembre 2001	141	Janvier 2013	94
Avril 2002	110	Mars 2013	87
Octobre 2002	177	Avril 2013	101
Octobre 2003	134	Juillet 2014	90
Juin 2004	147		
Octobre 2008	85		
Janvier 2009	110		
Juillet 2011	74		

Source : Banque centrale. Afin de faciliter la lecture du tableau, rappelons qu'une baisse signifie une appréciation de la monnaie nationale. Les taux de change sont exprimés en termes réels afin de tenir compte des différentiels d'inflation avec les États-Unis. Nous avons ici privilégié les dates significatives caractérisées soit par un pic soit par un creux. On peut observer la longue période d'appréciation de la monnaie à partir de mi-juin 2004 jusqu'au début de 2013. À partir de mi-2014, la monnaie se déprécie très fortement.

Il eût été possible de compenser la hausse des salaires réels et d'annuler ses effets négatifs sur la compétitivité : 1. si une politique industrielle et de recherche avait été élaborée avec suffisamment d'audace et de moyens pour stimuler la croissance de la productivité du travail et ; 2. si une politique de change déprécié avait été menée, stérilisant les apports de devise. Cela n'a pas été fait. Cela se paie aujourd'hui au prix fort, pas pour tous mais pour la grande majorité.

Cette crise vient donc de loin. On peut le constater en analysant la rentabilité des entreprises (tableau 7), celle-ci baisse bien avant celle du cours des matières premières.

UNE CRISE STRUCTURELLE AU BRÉSIL

Tableau 7 : Profits nets dans l'industrie de transformation en % du PIB, 2005-2014 (sans Pétrobras)

2005	2006	2007	2008	2009
1,38	1,25	1,49	1,06	1,26
2010	2011	2012	2013	2014
1,26	0,86	0,70	0,76	0,78

Source: Nota CEMEC 06/2015, *idem* à partir des informations fournies par la revue *Exame* pour l'industrie de transformation (sauf des branches pétrole, gaz) et pour le secteur financier à partir de *Gazetta Mercantil* et *O valor* où on trouve une série de mesures différentes de la rentabilité des entreprises.

La crise actuelle traduit donc l'épuisement d'un régime de croissance rentier lié à la reprimarisation et à la financiarisation³ de l'économie et l'incapacité politique de profiter de cette phase de *bonanza pour mener des politiques qui auraient pu préparer un autre futur*. Il est la conséquence de l'absence de réformes structurelles visant à mettre en place un système fiscal qui ne soit pas régressif et une politique industrielle moins clientéliste. De telles réformes auraient impliqué des conflits que les premiers gouvernements Lula et Dilma n'étaient pas prêts à assumer. Si des mesures adéquates n'ont pas été prises plus tôt, c'est parce qu'elles suscitaient des conflits d'intérêts puissants. La politique vis-à-vis du taux de change avait ses lobbies, celle d'un refus de procéder à une véritable réforme fiscale avait les siens, plus ou moins les mêmes, etc. La disparition (temporaire) de la contrainte externe dans les années 2000 – résultat du boom des matières premières et de l'entrée de capitaux – a rendu moins urgent de procéder à ces réformes structurelles, a permis de contourner provisoirement les contradictions et de rendre

133

³ La reprimarisation de l'économie est la conséquence directe de la hausse des cours des matières premières et de la hausse des volumes vendus surtout à la Chine, celle-ci devenant le premier partenaire commercial du Brésil. La contrainte externe disparaît alors d'autant plus qu'augmentent également les entrées de capitaux. Ces entrées consécutives de devises permettent une augmentation des réserves internationales et surtout conduisent à une appréciation forte de la monnaie nationale. Celle-ci provoque une déformation des prix relatifs, les importations devenant relativement moins chères et, compte tenu du contexte de libéralisation des échanges, le taux de rentabilité des entreprises a tendance à baisser, ce qui provoque une *désindustrialisation dite précoce*, connue sous le nom de maladie hollandaise. Lorsqu'elle n'est pas contrée par une politique active sur les taux de change, visant à limiter, voire annuler, l'appréciation de la monnaie nationale, la maladie hollandaise accentue le processus de désindustrialisation.

possibles à la fois la diminution de la pauvreté et la multiplication des milliardaires. Elle se paie aujourd'hui.

Déficits de légitimité et de rationalité - À la recherche d'une alternative

Il n'y a pas de sorties techniques à la crise actuelle.

Face à une crise structurelle, les sorties de crise sont d'ordre à la fois politique et technique.

Sans un bon diagnostic et des mesures de politiques économiques appropriées, les politiques économiques traditionnelles ont la légitimité de leur fausse évidence. Que faire si le déficit budgétaire est insoutenable – et il l'est devenu – si ce n'est chercher à le réduire et donc couper dans les dépenses? Mais, ce faisant, elles ne font qu'aggraver la crise. C'est ce qui se passe actuellement. La politique d'ajustement fiscal, décidée dès le début du second mandat de Dilma Rousseff, n'est pas de nature à surmonter la crise dans le court et moyen terme, elle l'aggrave. Et ce, d'autant plus que les mesures adoptées sont peu cohérentes, y compris du point de vue de l'orthodoxie, de la *doxa* néolibérale, car elles sont le résultat d'intérêts contraires, de concessions et recherche d'une légitimité perdue en raison : 1. des conflits entre la présidence et le ministère de l'Économie, tout au moins à l'époque où Lévy, venant de la Bradesco, en était le ministre ; 2. de la crise de représentation, les partis se divisant sur la politique à suivre ; 3. de la très faible crédibilité du gouvernement. La crise est à la fois une crise de légitimation et une crise de rationalité.

La crise a été systématiquement sous-estimée par les instituts de prévision, au point que toutes les deux semaines, les prévisions, révisées, devenaient de plus en plus pessimistes. La chute du PIB est la plus élevée depuis plus de trente ans. Nous l'avons vu. Celle du PIB par tête est encore plus nette (voir tableau 8). Les perspectives de reprise s'éloignent. Il n'est pas certain qu'en 2017 une récupération économique ait lieu... L'appareil industriel se rétrécit à vue d'œil. Le taux d'investissement chute en effet très fortement (tableau 9). La baisse cumulée sur douze mois de janvier 2015 à janvier 2016 est pour le secteur des biens de capital de - 27 %, pour les biens intermédiaires de - 6 % et pour les biens de consommation de - 9,9 %, celle affectant les biens de consommation durables étant de - 19,9 % selon l'IBGE. La désindustrialisation se poursuit à un rythme accéléré malgré une très légère reprise au début de 2016 (figure 1).

UNE CRISE STRUCTURELLE AU BRÉSIL

Tableau 8 : PIB ET PIB par habitant, 2000 à 2015 en %

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB	4,4	1,4	3,1	1,1	5,8	3,2	4	6,1
PIB/t	2,8	0,0	1,7	-0,2	4,4	2	2,8	4,9

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB	5,1	-0,1	7,5	3,9	1,9	3	0,1	-3,8
PIB/t	4	-1,2	6,5	2,9	1	2,1	-0,8	-4,6

Source BACEN, IBGE.

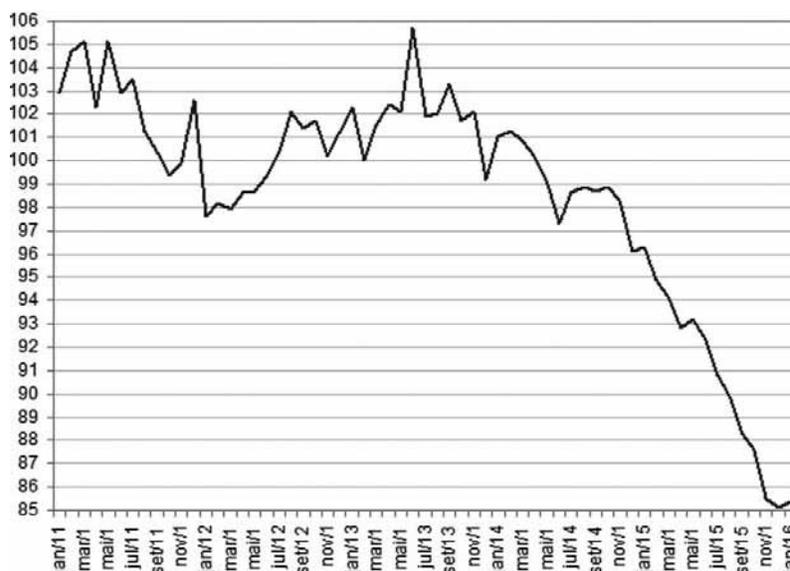
Tableau 9 : Taux de croissance des investissements en %

3 ^e trim. 2008	3 ^e trim. 2009	3 ^e trim. 2010	4 ^e trim. 2012	1 ^{er} trim. 2014	4 ^e trim. 2015
14,4	-4,1	19,5	0,8	6,1	-14,1

Source IBGE, NB : Accumulé sur 4 trimestres en pourcentage, corrigé des variations saisonnières.

135

Figure 1 : Évolution de la production industrielle, base 2002 = 100, 2002 à janvier 2016



Source : Carta IEDI, n° 722, 2016, à partir de l'IBGE, enquête mensuelle, corrigé des variations saisonnières.

Chômage en hausse, revenus réels en baisse sont le reflet d'une crise sociale profonde.

En une année le taux de chômage a doublé et les perspectives d'une aggravation sont de plus en plus crédibles. Il devrait passer de 8,4 % de la population économique active à 12 % en 2016 et 13 % en 2017 ... selon la PNADC. Le revenu réel moyen, soit le revenu nominal déflaté du taux d'inflation, connaît une chute considérable : - 7,4 % en une année. La création nette d'emplois formels chute, plus particulièrement dans l'industrie de transformation et dans la construction civile et les services, mais le pourcentage des emplois informels croît dans les emplois totaux, après avoir connu une réduction lors des dix années précédant l'avènement de la crise. Selon les enquêtes de la PNAD, l'emploi formel dans le privé baisse, passant de 39,2 % à la fin de 2013 à 38,4 % en novembre 2015. La précarité des emplois créés augmente et la flexibilité salariale s'accroît, les augmentations nominales étant en deçà du taux d'inflation, ce dernier se situant autour de 10 % fin 2015 et davantage si on considère l'indice du prix des produits alimentaires, produits ayant une part relative dans le revenu d'autant plus élevée que celle-ci est faible.

136

Un ajustement fiscal ?

Avec la hausse du taux d'intérêt nominal Sélic, la part du service de la dette dans le budget de l'Union croît fortement et se situe dès à présent aux alentours de 45 % des dépenses publiques, c'est-à-dire à un niveau relatif plus important que celui estimé en octobre 2015. Celle-ci devrait augmenter d'abord parce que le déficit public croît et qu'il implique un gonflement de la dette, donc de son service, ensuite parce qu'il est possible que les taux d'intérêt réels continuent à augmenter malgré une efficacité contestable sur la hausse des prix, celle-ci s'étant accélérée malgré la hausse passée du taux Sélic, une part importante de celle-ci étant imputable à la hausse très importante des prix des produits dits administrés. Mieux, à l'inverse, on est en droit de considérer que son effet sur l'ampleur des dépenses publiques au titre du service de la dette est de nature à aggraver le déficit budgétaire. Allons un peu plus loin et prêtons-nous à un petit exercice mathématique. Le déficit public se situe aux environs de 10 % du PIB, les recettes publiques, en baisse compte

tenu des effets mécaniques de la crise sur les revenus (impôts directs) et la consommation (impôts indirects), se situent aux environs de 30 % du PIB, les dépenses publiques atteignent un peu plus de 40 % du PIB, dont un peu plus des 2/5^e sont destinés au service de la dette, soit 16 % du PIB, c'est-à-dire le double de ce qui est consacré aux dépenses pour les retraites. Reportons à présent les dépenses au titre du service de la dette par rapport aux recettes. Celle-ci absorbe plus de la moitié des recettes (16/30). Il reste donc 14/30 pour payer l'ensemble des dépenses de l'État : retraites, éducation, santé, justice, armée et police, transferts sociaux, etc. Comme 85 % des dépenses publiques sont à caractère obligatoire – les modalités comme par exemple les mécanismes d'indexation des retraites au salaire minimum sont définies par la loi – la conclusion est simple : le déficit ne peut qu'enfler démesurément, les dépenses publiques ne peuvent baisser sensiblement, par contre les recettes chutent avec l'approfondissement de la crise. Le déficit n'a pas d'effet positif sur la croissance puisqu'il est le produit d'une hausse des dépenses au titre du service de la dette, elle-même génératrice d'une augmentation des inégalités, la part des riches dans le revenu augmentant.

137

La « solution » pour sortir de la crise paraît donc simple : elle a pour nom « ajustement fiscal » ce qui, en termes clairs, signifie surtout réduction des dépenses publiques, ce qui, comme nous l'avons vu, est très difficile à faire à moins de changer la loi. Comme il apparaît, dans l'état actuel du rapport de force et de la crise, qu'il ne soit guère possible ni d'envisager une réduction du taux d'intérêt Selic, malgré son inefficacité prouvée, ni d'envisager un gel, voire une « euthanasie des rentiers » préconisée dans son temps par Keynes, fût-elle provisoire, il reste la possibilité de diminuer le poids du second poste du budget, à savoir les retraites (un peu moins de 20 % des dépenses publiques). Sans le paiement des retraites, le déficit public disparaîtrait... Mais pour cela, il faudrait changer profondément la loi et passer d'un système de répartition à un système de capitalisation intégral. Dans l'état actuel du contexte politique, ce n'est pas possible, aussi les mesures envisagées consistent à diminuer la charge budgétaire de ces retraites en préconisant principalement d'allonger la durée totale de la vie active, de chasser les fraudeurs, de diminuer les retraites de reversion et, à terme, de désindexer les retraites du salaire minimum, lequel pourrait lui-même être désindexé de l'évolution des prix (et du PIB). Cette dernière mesure ne serait pas sans conséquences sur l'augmentation de la

pauvreté⁴. Les inégalités augmentant, une reprise économique à partir d'un dynamisme retrouvé du marché intérieur ferait défaut et ne parviendrait pas à suppléer le peu de dynamisme du commerce mondial qu'on observe depuis deux années. Le chômage et l'informalité continueraient alors à enfler. Reste encore une dernière mesure : privatiser les « joyaux de la couronne ». On peut penser que les entreprises multinationales sont très intéressées par ces privatisations, fussent-elles partielles, dans des secteurs comme l'exploitation du pétrole. Malgré la baisse du cours du pétrole, la Pétrobras demeure une entreprise très attrayante bien qu'elle ait un endettement en dollars conséquent, dont la charge en réals croît à mesure que la monnaie se déprécie, et qu'elle souffre d'avoir été un intermédiaire important de la corruption dont ont bénéficié les partis politiques et les « élites » (députés, sénateurs, etc.). *Via* la privatisation s'ouvriraient d'énormes chantiers réservés jusqu'à présent à des entreprises nationales.

D'autres solutions que celle de l'ajustement fiscal existent. Les effets délétères de cette politique accentuent et aggravent une crise dont l'origine n'est pas dans la chute du cours des matières premières, même si celle-ci l'a précipitée. C'est dire l'urgence de sortir des « sentiers battus » (le fameux : *there is no alternative* de Thatcher) et d'imaginer des solutions nouvelles qui soient en même temps des solutions à la crise. Mais pour les imaginer, encore faut-il ne pas se situer dans le déni et mesurer à la fois l'ampleur de la crise économique et ses causes profondes. Des réformes structurelles ne peuvent s'imposer que si un rapport de force est engagé de manière claire. En ce sens, elles ne sont pas que techniques, elles sont aussi et surtout politiques. Elles concernent : 1. l'instauration d'un système fiscal progressif de nature à dynamiser le marché intérieur sans alourdir pour autant les coûts pour les entreprises ; 2. une nouvelle approche de la politique industrielle ciblée, privilégiant d'abord les industries à fort potentiel de création d'emplois, et celles porteuses d'avenir industriel ; 3. *et surtout, à court terme, le vote d'une loi limitant l'emprise croissante du service de la dette interne dans les dépenses budgétaires.* Cette loi permettrait d'éviter les effets dévastateurs sur les autres postes de la dépense publique lorsqu'à

⁴ Rappelons que selon le *Ministerio da Previdencia*, 66,7 % des bénéficiaires ont un salaire minimum, 15 % entre 1 et 2 ; 7,9 % entre 2 et 3 ; 5,1 % entre 3 et 4 ; 2,3 % entre 4 et 5 et enfin 0,6 % plus de 5 salaires minimums.

dépense publique constante, celle consacrée au service de la dette interne enflera démesurément, suite aux taux d'intérêt extrêmement élevés.

Conclusion

Cette crise vient de loin. Elle était prévisible. Nous l'avions souligné. Rares étaient les économistes qui l'annonçaient, aveuglés par l'aisance financière, la baisse de la pauvreté et le « nouvel eldorado ». Elle se paie aujourd'hui d'autant plus fortement que l'appareil industriel s'est détérioré avec le développement des comportements rentiers (reprimarisation de l'économie, financiarisation). Aujourd'hui, avec les taux d'intérêt extrêmement élevés, seules les couches liées à la finance ne souffrent pas de la crise, voire en bénéficient. Étranglé par les contraintes budgétaires, le choix devient de plus en plus simple : soit le gouvernement poursuit sa politique de contention des dépenses publiques et accroît la crise et la désespérance sociale, soit il coupe dans les dépenses liées au service de la dette interne et décide de limiter ce service à 25 ou 30 % de l'ensemble des dépenses, dégageant ainsi des possibilités de maintenir des dépenses sociales (retraite, santé, éducation, quitte à favoriser des réformes), de favoriser les dépenses de recherche, d'impulser de vraies politiques industrielles rompant avec celles menées par le passé. Limiter les dépenses affectées au service de la dette, via une baisse des taux d'intérêt anormalement élevés, n'est pas plus « révolutionnaire » que limiter les dépenses publiques lorsque les recettes publiques baissent. C'est ce qui fut décidé sous la présidence Reagan aux États-Unis avec la loi Gramm-Rudman-Holings en 1985...

La crise est politique. La corruption qui mine l'ensemble des partis est aujourd'hui refusée par la base, la population. C'est une observation très importante qu'on peut faire pour presque tous les pays latino-américains. La corruption n'est plus considérée comme une fatalité, voire un accommodement avec les législations trop lourdes, la multiplicité des partis et la difficulté de construire des coalitions durables pour gouverner. C'est un fait positif. La corruption est d'autant plus rejetée que la crise économique est présente, qu'elle a un coût social de plus en plus insupportable. Mais elle est aussi *instrumentalisée* par l'opposition qui, recevant l'appui des principaux moyens de communication, ne rêve que d'une chose : marginaliser le PT et revenir au pouvoir. De ce point

de vue, *elle s'apparente à une tentative de « coup d'État médiatico-juridique »*. Défendre aujourd'hui des responsables politiques du PT c'est, dans une certaine mesure, tomber dans le piège de défendre des corrompus ou supposés tels et ce, à un moment où le PT paie au prix fort la politique d'austérité menée depuis le second mandat de Dilma mais il est difficile également de ne pas le faire lorsque le symbole de la lutte contre la pauvreté, Lula da Silva, est harcelé par une justice qui semble de plus en plus aux ordres de l'opposition. Se concentrer sur la défense des intérêts économiques (salaire, retraite, indexation, limitation du service de la dette...) tout en dénonçant les manœuvres politiciennes de l'opposition et sa pratique également corruptive paraît être la seule manière d'échapper à ce piège.

La logique économique n'est pas souvent compatible avec la logique politique. La crise politique que connaît la présidence de Dilma Rousseff rend difficile d'imaginer des politiques alternatives, sauf si elle trouve un dépassement par des mobilisations populaires. Dépassement cependant incertain tant la perte de crédibilité et de légitimité du gouvernement est élevée, mais dépassement nécessaire. La crise politique aggrave la crise économique, et vice et versa. Elle peut entraîner une crise institutionnelle. On le voit, l'enjeu n'est pas qu'économique. Il est aussi politique.

140

Compléments (première semaine de juillet 2016)

Le nouveau gouvernement s'est donné pour objectif de baisser les dépenses publiques afin de réduire le déficit primaire du budget et, ce faisant, diminuer le déficit budgétaire devenu insoutenable. Une réforme fiscale n'est pas à l'ordre du jour. Les secteurs visés sont l'éducation, la santé et les retraites. La réduction du taux d'intérêt n'est pas non plus à l'ordre du jour même si des perspectives sont tracées en fonction de l'évolution à la baisse du taux d'inflation. Celui-ci a déjà baissé pour deux raisons : la première est qu'une partie importante de l'augmentation des prix était due à un réalignement des prix de certains services publics. Cette hausse ayant été faite la première année du gouvernement de Dilma Rousseff, elle ne joue plus ; la seconde est que la dépréciation (inflationniste) de la monnaie cède la place aujourd'hui à un début de réappréciation (déflationniste). Pour un taux d'intérêt nominal fixe, la baisse de l'inflation se traduit par une hausse du taux d'intérêt réel. Pour autant il n'est pas envisagé de réduire le taux d'intérêt nominal

dans l'immédiat, d'où une hausse des profits du secteur financier provenant du paiement par l'État des charges de sa dette. Le lobby de la finance a encore de très beaux jours devant lui, même si les taux d'intérêt insoutenables conduisent à la fois à une baisse des crédits, la demande ne suivant pas, et à une hausse des créances devenues douteuses. Reste donc les deux mesures énoncées précédemment : une réforme de l'âge auquel on peut bénéficier de la retraite, un allongement de la durée de vie active et, énoncée avec des paraboles, une désindexation de la retraite du salaire minimum. Les syndicats étant contre, le gouvernement reporte à un peu plus tard ses décisions, dit autrement, attend que l'*impeachment* soit décidé. Déjà des premières décisions concernant des privatisations sont prises, les plus importantes étant pour un avenir proche. Et comme il convient de ne pas réduire le peu de légitimité actuel (la crédibilité de Temer et de son gouvernement est équivalente à celle de Dilma Rousseff à la veille de son « écartement provisoire » du pouvoir), le gouvernement augmente certaines dépenses publiques comme celle concernant la bourse famille, hier dénoncée ou bien celle de certains fonctionnaires... La reprise se manifestant timidement est la preuve, selon le gouvernement, de la justesse de ses choix, comme s'il suffisait de changer le personnel politique pour qu'immédiatement la croissance revienne.

Tout ceci se passe dans un climat politique détestable : une minorité appuie le gouvernement, une autre minorité Dilma Rousseff, la grande majorité est dans un attentisme lourd de colère rentrée : colère parce que le niveau de vie baisse, que l'emploi se fait rare ; colère parce que tous les jours la presse, la télévision révèlent de nouveaux scandales de corruption affectant tous les partis politiques. La dénonciation est la règle, les juges donnent les informations à la presse, que les dénonciations soient avérées ou non, les délateurs cherchant ainsi une réduction de leur peine promise à tout prix, quitte à s'adapter à ce que leur suggèrent parfois les juges. Les juges se transforment en « sauveurs » de la patrie et la police fédérale demande aujourd'hui d'être indépendante de l'État, avec tous les dangers que cela peut comporter.

L'avenir n'est pas tout à fait rose. Une fois les Jeux olympiques passés, il est possible cependant que ces colères se transforment en mobilisations et qu'ainsi la démocratie retrouve des forces qu'elle a perdues.

Bibliographie

Voir les références aux données statistiques dans le texte. Nous nous limiterons ici à un article récent où on pourra trouver une bibliographie abondante :

– Salama P. (2015) : « Argentina, Brasil, México entran en la tormenta. ¿Quo vadis América Latina ? » Herramienta, web, publié en français dans le site de la FMSH comme working paper : < <https://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP/halshs-01169987> >.

Résumé :

La crise brésilienne vient de loin. Elle était prévisible. Rares étaient les économistes qui l'annonçaient, aveuglés par l'aisance financière, la baisse de la pauvreté et le « nouvel eldorado ». Elle se paie aujourd'hui d'autant plus fortement que l'appareil industriel s'est détérioré avec le développement des comportements rentiers (reprimarisation de l'économie, financiarisation). Aujourd'hui, avec les taux d'intérêt extrêmement élevés, seules les couches liées à la finance ne souffrent pas de la crise, voire en bénéficient. Étranglé par les contraintes budgétaires, le choix devient de plus en plus simple : soit le gouvernement poursuit sa politique de contention des dépenses publiques et accroît la crise et la désespérance sociale, soit il coupe dans les dépenses liées au service de la dette interne et décide de limiter ce service à 25 ou 30 % de l'ensemble des dépenses, dégagant ainsi des possibilités de maintenir des dépenses sociales (retraite, santé, éducation, quitte à favoriser des réformes), de favoriser les dépenses de recherche, d'impulser de vraies politiques industrielles rompant avec celles menées par le passé.